

Les Mollettes (73800)
Modification simplifiée n°1 du PLU

Annexe 1 : Notice explicative

Table des matières

Table des matières.....	2
1. Préambule.....	3
2. Objectif de la modification simplifiée.....	3
2.1. Exposé des motifs.....	4
2.2. Choix de la procédure.....	5
3. Les changements apportés au PLU.....	5
3.1. Evolution du PADD	5
3.2. Evolution du règlement écrit du secteur UL	6
3.3. Evolution du règlement écrit de la zone NL	7
4. Compatibilité de la modification simplifiée avec le PADD.....	9
5. Compatibilité de la modification simplifiée avec le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT).....	10

1. Préambule

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune Les Mollettes (73800) a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 14 janvier 2010. Il a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique emportant mise en compatibilité du PLU le 23 août 2013.

La commune Les Mollettes souhaite désormais s'engager dans la transition énergétique. Pour ce faire, la commune souhaite, à travers son PLU, rendre possible l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol, permettant de produire une énergie électrique renouvelable et locale.

Après consultation et mise en concurrence, la commune a confié le développement d'un projet photovoltaïque à Opale Energies Engagées, PME franc-comtoise, spécialisée dans le développement de projets collaboratifs dans les énergies renouvelables, et qui possède une agence en Savoie.

Le parc photovoltaïque s'implantera sur un délaissé, classé en secteurs ULz et NLz au PLU.

Ce site a été identifié par la Chambre d'Agriculture Savoie Mont-Blanc pour intégrer le document-cadre de la Savoie, en cours d'élaboration. Conformément à l'article L.111-29 du code de l'urbanisme, ce document définit les surfaces réputées incultes ou non exploitées depuis une durée minimale de 10 ans, ouvertes à l'installation d'un ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire. Les projets développés sur ces surfaces sont dits « agri-compatibles ».

Développer un projet photovoltaïque sur ces surfaces permettra de donner une nouvelle vocation à un site en voie d'enfrichement, tout en :

- Contribuant aux objectifs locaux, régionaux et nationaux de développement de la filière photovoltaïque ;
- Limitant l'enfrichement et favorisant le développement de la biodiversité sur ce secteur ;
- Permettant à la commune de bénéficier de retombées financières contribuant à améliorer la qualité de vie des Molletains ;
- Proposant aux collectivités locales, entreprises, et citoyens locaux de bénéficier d'une électricité verte et locale à des prix préférentiels et stables dans le temps grâce à un projet en autoconsommation collective.

Toutefois, afin de permettre l'implantation de ce projet, le Projet d'Aménagement et de Développements Durables (PADD) ainsi que certains articles du règlement écrit des secteurs ULz et NLz nécessitent d'être modifiés ou précisés en vue de permettre l'implantation du projet.

La commune Les Mollettes s'est opposée au transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme à la Communauté de Communes Cœur de Savoie par délibération municipale du 28 mai 2021. La commune Les Mollettes reste donc l'autorité administrative compétente pour conduire les procédures d'élaboration et d'évolution de son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La procédure de modification simplifiée a été engagée à l'initiative du Maire de la commune par arrêté municipal du 22/07/2025

2. Objectif de la modification simplifiée

L'objectif de cette modification simplifiée n°1 du PLU est de faire évoluer le PADD et certains articles du règlement écrit des zones ULz et NLz en vue de permettre l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur un site dégradé.

L'indice « z » fait référence au « Plan d'indexation en z » (PIZ). Annexée au PLU, cette étude permet de délimiter les zones géographiques concernées par des risques naturels (glissements de terrain, les effondrements et les affaissements, les inondations, les coulées de boue, les ravinements et les ruissellement) et définit des mesures réglementaires permettant de se protéger contre ces risques. La présente procédure de modification simplifiée n°1 ne concerne pas le PIZ.

2.1. Exposé des motifs

Le site prévu par la commune pour implanter une centrale photovoltaïque se situe en zones ULz et NLz.

2.1.1. Modification du PADD

En l'état, le PADD permet un « développement contrôlé [...] sur les sites communaux : sports et loisirs vers la salle polyvalente ».

Le développement des énergies renouvelables n'est pas interdit par le PADD. Par ailleurs, le projet d'implanter une centrale photovoltaïque sur le secteur de la salle polyvalente ne remet pas en cause les orientations du PADD.

Cependant, compléter le PADD permettra d'implanter, de manière explicite, une centrale photovoltaïque sur le secteur de la salle polyvalente.

2.1.2. Modification du règlement écrit de la zone UL

La secteur UL est destiné à recevoir des « installations privées ou publiques, de loisirs, sportives, culturelles, culturelles ou touristiques, ainsi que tous les équipements, services et activités qui y sont liés ». Ce secteur permet « également l'adaptation, l'extension et le changement des destinations des constructions existantes ». Il s'agit d'une zone urbaine constructible.

Au niveau du site du projet, le secteur est indicé en « z ». Le secteur « ULz » est concerné par un risque naturel délimité dans le PIZ et pour lequel des prescriptions et recommandations s'appliquent.

Un des articles du règlement écrit actuellement en vigueur de la zone UL nécessite d'être modifié en vue de permettre l'implantation du projet :

- L'article UL 2, relatif aux occupations et utilisations du sols soumises à des conditions particulières, nécessite d'être précisé.

2.1.3. Modification du règlement écrit de la zone NL

La zone N correspond aux « zones naturelles et forestières, équipées ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit par leur caractère d'espaces naturels protégés (sites Natura 2000, Z.N.I.E.F.F...), soit du fait de l'existence d'une exploitation forestière ».

La zone N comprend plusieurs secteurs, dont le secteur « NL » pouvant recevoir des équipements sportifs, touristiques ou de loisirs sans constructions ;

Au niveau du site du projet, le secteur est indicé en « z ». Le secteur « NLz » est concerné par un risque naturel délimité dans le PIZ et pour lequel des prescriptions et recommandations s'appliquent.

Le règlement écrit actuellement en vigueur de la zone NL nécessite d'être précisé et modifié en vue de permettre l'implantation du projet :

- Le caractère de la zone, qui présente les différents sous-secteurs dont le sous-secteur NL, nécessite d'être complété ;

- L'article N 1, relatif aux occupations et utilisations du sol interdites, nécessite d'être complété ;
- L'article N 2, relatif aux occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières, nécessite d'être complété ;
- L'article N 7, relatif à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives, nécessite d'être modifié ;
- L'article N 11, relatif à l'aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords nécessite d'être modifié.

2.2. Choix de la procédure

Conformément aux dispositions des articles L.153-31 et L.153-36 à 40 du Code de l'Urbanisme, la procédure de modification d'un PLU peut être mise en œuvre dès lors que la commune envisage de modifier le règlement (graphique / littéral) ou les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et qu'elle n'a pas pour effet :

- De changer les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), sauf lorsque les changements du PADD ont pour objet de soutenir le développement de la production d'énergies renouvelables.
- De réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- De réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- D'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser, qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier
- De créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

En outre, selon les dispositions de l'article L.153-41, une procédure de modification simplifiée peut être mise en œuvre dès lors que la modification envisagée n'a pas pour effet :

- De majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultante, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
- De diminuer ces possibilités de construire,
- De réduire la surface d'une zone urbaine (U) ou à urbaniser (AU),
- D'appliquer l'article L. 131-9 du Code de l'urbanisme.

L'évolution du PLU peut donc être réalisée par la procédure de modification simplifiée puisqu'elle a pour objet :

- la modification du PADD pour afficher l'objectif de développer un parc photovoltaïque,
- la modification du règlement des secteurs ULz et NLz pour préciser la possibilité de construire un parc photovoltaïque.

3. Les changements apportés au PLU

3.1. Evolution du PADD

Pour faciliter la lecture :

- Seuls les articles faisant l'objet de modifications apparaissent ci-dessous sous forme de tableau ;
- En **jaune**, ce qui est ajouté ;
- En **orange**, ce qui est modifié ;
- En ~~noir barré~~, ce qui est supprimé.

PADD	
PADD actuellement en vigueur	PADD après la modification simplifiée
<u>Développement :</u> [...] En général : [...] <ul style="list-style-type: none"> - Développement contrôlé : [...] - Sur les sites communaux : Sports et loisirs vers la salle polyvalente 	<u>Développement :</u> [...] En général : [...] <ul style="list-style-type: none"> - Développement contrôlé : [...] - Sur les sites communaux : Sports et loisirs et installations de production d'énergie photovoltaïque vers la salle polyvalente
	<u>Justification :</u> Afficher l'objectif de développer un parc photovoltaïque pour permettre, de manière explicite, l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur le secteur de la salle polyvalente

3.2. Evolution du règlement écrit du secteur UL

Pour faciliter la lecture :

- Seuls les articles faisant l'objet de modifications apparaissent ci-dessous sous forme de tableau ;
- En **jaune**, ce qui est ajouté ;
- En **orange**, ce qui est modifié ;
- En ~~noir barré~~, ce qui est supprimé.

Article UL 2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières	
Article actuellement en vigueur	Article après la modification simplifiée
Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après : [...] 7. Les installations et constructions techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt général sous réserve de leur compatibilité avec le caractère et les destinations de la zone [...]	Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après : [...] 7. Les installations et constructions techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt général collectif sous réserve de leur compatibilité avec le caractère et les destinations de la zone, et notamment les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif destinées à la production d'énergie photovoltaïque. [...]
	<u>Justification :</u> Reprendre la terminologie du code de l'urbanisme et préciser le règlement pour permettre de manière explicite l'implantation

	d'un projet de centrale photovoltaïque en secteur ULz
--	---

3.3. Evolution du règlement écrit de la zone NL

Pour faciliter la lecture :

- Seuls les articles faisant l'objet de modifications apparaissent ci-dessous sous forme de tableau ;
- En **jaune**, ce qui est ajouté ;
- En **orange**, ce qui est modifié ;
- En ~~noir barré~~, ce qui est supprimé.

Caractère de la zone	
Article actuellement en vigueur	Article après la modification simplifiée
<p>[...]</p> <p><u>On distingue les secteurs suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Les secteurs Ns</u> : sites ou zones naturelles protégées (Site Natura 2000, ZNIEFF, tourbière) - <u>Les secteurs Nl</u> : site recevant les équipements sportifs, touristiques ou de loisirs sans construction 	<p>[...]</p> <p><u>On distingue les secteurs suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Les secteurs Ns</u> : sites ou zones naturelles protégées (Site Natura 2000, ZNIEFF, tourbière) <p><u>Les secteurs Nl</u> : site recevant les équipements sportifs, touristiques ou de loisirs sans construction, ainsi que les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif destinées à la production d'énergie photovoltaïque.</p>
	<p><u>Justification :</u> Permettre de manière explicite l'implantation d'un projet de centrale photovoltaïque en secteur NLz</p>

Article N 1 – Occupations et utilisations du sol interdites	
Article actuellement en vigueur	Article après la modification simplifiée
<p>Les occupations et utilisations mentionnées ci-dessous sont interdites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cadre de la protection et de la gestion de la forêt toute construction est interdite à moins de 50 mètres des lisières (hormis N1). 	<p>Les occupations et utilisations mentionnées ci-dessous sont interdites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cadre de la protection et de la gestion de la forêt toute construction est interdite à moins de 50 mètres des lisières (hormis N1).

- Toute extension (hors Nu) ou construction nouvelle [...]	- Toute extension (hors Nu) ou construction nouvelle (hors celles mentionnées à l'article N2) [...]
	<u>Justification</u> : Mettre en cohérence les articles N1 et N2

Article N 2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières	
Article actuellement en vigueur	Article après la modification simplifiée
<p>Dans les secteurs N, N1 et Nl :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les travaux et mouvements de sol s'ils sont liés à des opérations de valorisation biologique d'intérêt général du milieu naturel ou rendus nécessaires par les activités autorisés dans la zone. - Les constructions, installations, équipements et ouvrages nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, à la condition qu'ils ne compromettent pas la vocation de la zone. <p>[...]</p> <p>Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition que leur implantation soit justifiée par des impératifs de fonctionnement de réseau notamment à la condition qu'ils ne compromettent pas la vocation de la zone et sous réserve de prendre toutes les dispositions pour limiter au strict minimum la gêne qui pourrait en découler, et pour assurer une bonne intégration dans le site.</p> <p>[...]</p>	<p>Dans les secteurs N, N1 et Nl :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les travaux et mouvements de sol s'ils sont liés à des opérations de valorisation biologique d'intérêt général du milieu naturel ou rendus nécessaires par les activités autorisés dans la zone. - Les constructions, installations, équipements et ouvrages nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, et notamment les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif destinées à la production d'énergie photovoltaïque, à la condition qu'ils ne compromettent pas la vocation de la zone. <p>[...]</p> <p>Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition que leur implantation soit justifiée par des impératifs de fonctionnement de réseau notamment à la condition qu'ils ne compromettent pas la vocation de la zone et sous réserve de prendre toutes les dispositions pour limiter au strict minimum la gêne qui pourrait en découler, et pour assurer une bonne intégration dans le site.</p> <p>[...]</p>
	<u>Justification</u> : Définir une règle unique concernant les CINASPIC (incohérence dans le règlement) et permettre de manière explicite l'implantation d'une centrale photovoltaïque en secteur NLz.

Article N 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	
Article actuellement en vigueur	Article après la modification simplifiée

[...]	[...]
Une bande de 50m de large non constructible devra être maintenue entre toute nouvelle construction et la lisière des zones boisées.	Une bande de 50m de large non constructible devra être maintenue entre toute nouvelle construction et la lisière des zones boisées.
[...]	[...]
	<u>Justification</u> : Règle déjà définie dans l'article N1 (l'article 7 concerne uniquement les reculs par rapport aux limites séparatives).

Article N 11 – Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords	
Article actuellement en vigueur	Article après la modification simplifiée
<p>[...]</p> <p><u>II – DISPOSITIONS CONCERNANT LES CLOTURES ET LEUR ASPECT</u></p> <p>En application de l'article R 421-12 du code de l'urbanisme, les clôtures sont règlementées et soumises à déclaration.</p> <p>Au vu du caractère de la zone, les clôtures sont déconseillées.</p> <p>Les murs de clôture sont interdits.</p> <p>En cas de clôture, elle sera de type poteau bois avec fil grillage métallique.</p> <p>Les murs de soubassement sont interdits.</p> <p><u>Implantation des clôtures</u></p> <p>Lors de la création de clôture, l'autorité compétente en matière d'autorisation de construire peut demander le retrait de cet aménagement par rapport à l'emprise des voies lorsqu'il est susceptible de faire obstacle ou de créer une gêne pour la circulation de tous véhicules, notamment d'engins agricoles, d'entretien, de déneigement et de sécurité.</p> <p>Elles ne devront pas dépasser 1.50m.</p>	<p>[...]</p> <p><u>II – DISPOSITIONS CONCERNANT LES CLOTURES ET LEUR ASPECT</u></p> <p>En application de l'article R 421-12 du code de l'urbanisme, les clôtures sont règlementées et soumises à déclaration.</p> <p>Au vu du caractère de la zone, les clôtures sont déconseillées.</p> <p>Les murs de clôture sont interdits.</p> <p>En cas de clôture, elle sera de type poteau bois avec fil grillage métallique, sauf impératif technique ou de sécurité.</p> <p>Les murs de soubassement sont interdits.</p> <p><u>Implantation des clôtures</u></p> <p>Lors de la création de clôture, l'autorité compétente en matière d'autorisation de construire peut demander le retrait de cet aménagement par rapport à l'emprise des voies lorsqu'il est susceptible de faire obstacle ou de créer une gêne pour la circulation de tous véhicules, notamment d'engins agricoles, d'entretien, de déneigement et de sécurité.</p> <p>Elles ne devront pas dépasser 1.50m, sauf impératif technique ou de sécurité.</p>
	<u>Justification</u> : Pour des raisons de sécurité, une centrale photovoltaïque est entourée d'une clôture rigide de 2 m de hauteur

4. Compatibilité de la modification simplifiée avec le PADD

Le développement des énergies renouvelables n'est pas interdit par le PADD. De plus, le projet ne remet pas en cause les orientations de protection des espaces naturels (bois des coteaux sous Villaroux et La Chapelle Blanche, ZNIEFF, Natura 2000, tourbière), des orientations d'équipements publics et de prise en compte de l'agriculture.

Le projet d'implanter une centrale photovoltaïque sur le secteur de la salle polyvalente ne remet pas en cause les orientations du PADD.

Cependant, compléter le PADD permettra d'implanter, de manière explicite, une centrale photovoltaïque sur le secteur de la salle polyvalente.

Les modifications du règlement écrit des zones ULz et NLz ont pour objectif de permettre, de manière explicite, l'implantation d'une centrale photovoltaïque dans ces zones. Ces modifications ne remettent pas en cause les orientations du PADD.

En conclusion, le projet de modification simplifiée du PLU est compatible avec le PADD.

5. Compatibilité de la modification simplifiée avec le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT)

La commune Les Mollettes fait partie du territoire du SCoT Métropole Savoie approuvé par le Comité Syndical lors de la séance du 08 février 2020. Ce document est chargé d'intégrer les documents de planification supérieurs (SDAGE, SAGE, SRCE, SRADDET) c'est pourquoi seule la compatibilité avec ce dernier est démontrée.

Son orientation n°5 est de rendre ce territoire résilient face aux défis climatiques et environnementaux. Pour ce faire, le SCoT affiche, comme orientation n°5.1, l'ambition de devenir un territoire énergétiquement plus autonome, en proposant des orientations à la fois sur le volet économie d'énergie et sur le volet production et recours aux énergies renouvelables et de récupération. L'objectif « *un territoire énergétiquement plus autonome* », défini dans au niveau du PADD du SCoT, va dans le sens du développement des énergies renouvelables et donc de projets photovoltaïques.

Le DOO reprend cette orientation « *Sur l'objectif visant à encourager le recours aux énergies renouvelables et de récupération* ». En vue d'atteindre cette orientation, le SCoT fixe des objectifs en matière d'énergie solaire : « *Dans le cas de projets de création de centrales solaires photovoltaïques, les localiser :*

- *En priorité par intégration sur le bâti existant, les structures de parkings, les aménagements accompagnant les infrastructures de déplacements (merlons, talus, délaissés),*
- ***Au sol, uniquement sur les espaces artificialisés, ou sur les espaces agricoles à conditions d'assurer le maintien effectif de l'activité agricole existante ou potentielle et sous réserve d'une concertation avec la Chambre d'Agriculture.*** »

La modification simplifiée du PLU a pour objet de permettre, de façon explicite, l'implantation d'une centrale au sol dans le secteur de la salle polyvalente, sur un site historiquement dégradé.

La modification simplifiée du PLU est donc compatible avec les orientations et les objectifs du SCoT Métropole Savoie.